

<https://www.pressegauche.org/Inde-greve-generale-et-mouvement-paysan>



# Inde : grève générale et mouvement paysan

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 15 décembre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**En Inde, une grève générale contre les mesures anti-populaires du gouvernement de Narendra Modi a rassemblé 250 millions de travailleurs le 26 novembre dernier. Cette grève, semble-t-il la plus vaste de l'histoire, s'est articulée avec un puissant mouvement d'agriculteurs convergeant vers la capitale New Delhi afin de protester contre la libéralisation du secteur.**

Publié sur le site anti-k.org  
7 décembre 2020

Par Acta Zone

L'article qui suit, traduit du site Jacobin, analyse les enjeux de la séquence en cours, mettant en lumière la structure de la paysannerie indienne (qui représente plus de la moitié de la population), et la manière dont s'y rapportent les organisations communistes.

Les grèves générales du temps du premier ministre indien Narendra Modi ont un caractère étrangement répétitif. Tout d'abord, les principaux syndicats nationaux - à l'exception de celui qui s'aligne sur le parti d'extrême droite de Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP) - appellent à une grève générale d'un ou deux jours, généralement en réponse à la dernière vague de politiques anti-ouvrières du BJP. Des millions de personnes à travers le pays descendent dans la rue en soutien. Les dirigeants de la grève vantent cette action comme étant peut-être la plus grande grève de l'histoire. Les médias étrangers saluent le débrayage, alors que les médias mainstream en Inde en parlent à peine. Et puis la vie semble revenir à la normale.

La grève générale de la semaine dernière en Inde comportait certains de ces éléments : l'appel des syndicats au niveau national en réponse aux politiques anti-ouvrières du BJP ; une participation massive (250 millions de personnes, dans ce cas) ; et la nature limitée dans le temps de la grève. Mais comme nous sommes en 2020, le débrayage du 26 novembre avait aussi une qualité différente. En mars dernier, le gouvernement a utilisé la pandémie comme prétexte pour réprimer et éliminer les derniers vestiges physiques des manifestations de masse contre ses lois discriminatoires en matière de citoyenneté. La vue des personnes descendant dans la rue a donc été un spectacle saisissant.

Plus important encore, la grève générale a convergé avec une marche lancée par un large groupe d'organisations d'agriculteurs, qui prévoyaient tous de descendre sur la capitale Delhi. Les réseaux sociaux ont soudain été inondés d'images d'agriculteurs utilisant des tracteurs et des camions pour briser les barrières érigées par la police afin de les empêcher d'entrer dans la ville. Dans une vidéo, on voit un manifestant expliquer énergiquement à un policier sur les barricades que « this is a revolution, sir ».

Le gouvernement, reconnaissant la détermination des manifestants, leur a accordé la permission d'organiser un cortège dans un coin éloigné de Delhi, loin des centres de pouvoir de la ville. Bien que certains agriculteurs se soient retrouvés sur le site officiel de la manifestation, la plupart ont rejeté cette offre et sont restés à la frontière, certains affirmant avoir apporté suffisamment de nourriture et de provisions pour y demeurer pendant des mois. Il ne s'agissait pas d'une simple affaire symbolique d'une journée. Depuis mardi, le gouvernement central a commencé à rencontrer les dirigeants des syndicats agricoles, mais les manifestants disent qu'ils continueront à camper à la frontière jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites.

À bien des égards, la marche de Delhi s'inscrit dans le prolongement des manifestations qui ont éclaté en septembre, lorsque l'assemblée législative nationale contrôlée par le BJP a fait adopter trois projets de loi controversés destinés à ouvrir le secteur agricole aux grandes entreprises et aux intérêts financiers. Les agriculteurs craignent que cette législation soit un prélude au démantèlement par le gouvernement du système des prix minimum de soutien (PMS), installé de longue date, qui apporte une certaine stabilité aux agriculteurs en fixant le prix auquel le gouvernement achète une variété de cultures.

Le gouvernement pensait peut-être pouvoir faire passer ses projets de loi dans le chaos du COVID (l'Inde venait de dépasser le Brésil en nombres de cas ce mois-là), mais leur adoption a suscité un tollé général, les agriculteurs dénonçant l'approfondissement des réformes néolibérales dans le secteur agricole. Les manifestations se sont répandues dans tout le pays mais ont été les plus fortes au Pendjab et dans le Haryana, des États riches du Nord qui étaient autrefois le point de départ de la révolution verte en Inde. Les leaders du mouvement étaient généralement issus des riches milieux paysans, bien que les manifestations aient recueilli un large soutien inter-classiste au sein du secteur agricole.

Les mouvements paysans ont toujours été un sujet de préoccupation pour la gauche marxiste, y compris en Inde. Pour en revenir à Lénine, Kautsky et Marx lui-même, les gauchistes ont débattu de la « question agraire », parfois en partant du principe que le paysan est une relique historique, un vestige du féodalisme appelé à disparaître avec la pénétration des rapports capitalistes dans le monde agricole. Mais plusieurs décennies de développement capitaliste en Inde ont remis en question cette hypothèse, car la paysannerie est restée obstinément un élément central de l'économie du pays.

Souvent divisés en catégories de paysans riches, moyens et pauvres, tous ces groupes sont unis dans leur rôle de propriétaires terriens et de producteurs de produits de base pour le marché, même si les plus pauvres combinent souvent ce travail avec du travail salarié, y compris dans les fermes d'autres paysans. Comme le notent les économistes Amit Basole et Deepankar Basu dans un document de travail de 2011, « la coexistence du travail salarié et de la petite production marchande, où les travailleurs sans terre, les agriculteurs marginaux et les petits agriculteurs participent aux deux, dans l'un en tant que main-d'oeuvre gratuite et dans l'autre en tant que propriétaire-producteur, a compliqué la tâche de la politique révolutionnaire ».

De telles complications sont apparues dans les années 1980, lorsque l'Inde a commencé à s'orienter vers le néolibéralisme. Alors que les termes de l'échange s'éloignaient de l'agriculture, de « nouveaux mouvements d'agriculteurs » sont apparus dans tout le pays, principalement autour de la demande de prix plus élevés pour les produits agricoles. À l'époque, de nombreux marxistes les considéraient comme des mouvements composés de riches paysans qui exploitaient le prolétariat agricole sur le terrain. D'autres n'étaient pas d'accord, reconnaissant la stratification au sein de la paysannerie mais soutenant que la grande majorité des agriculteurs souffrait du néolibéralisme.

Dans leur article, Basole et Basu ont analysé cinq décennies de données économiques et démographiques pour déterminer les mécanismes précis de l'exploitation capitaliste opérant en Inde. Dans le secteur agricole, ils notent que « la différenciation des classes se poursuit, bien que d'une manière différente du cas européen... La différenciation qui a lieu dans l'Inde rurale est plus entre une noblesse rurale hétérogène et une pauvreté rurale hétérogène, qu'entre capitaliste et ouvrier ».

Les plus démunis de ce secteur s'engagent dans le travail salarié, et sont donc exploités au sens marxiste classique. Mais de nombreux petits producteurs de matières premières, et pas seulement les plus pauvres, sont confrontés à ce que Basole et Basu appellent « l'extraction de plus-value par un échange inégal ». Dans ce contexte, « les marchands parviennent à assurer systématiquement l'écart des prix... par rapport aux valeurs sous-jacentes du travail en raison de leur position de monopole sur ces marchés ».

« Du point de vue de la classe ouvrière », écrivent-ils, « il est difficile d'identifier où s'arrête l'extraction de plus-value par échange inégal et où commence le travail salarié ». De plus, les petits et les grands agriculteurs sont pris au piège des cycles d'endettement, ce qui alimente l'horrible crise du suicide des agriculteurs indiens (une crise que la pandémie n'a fait qu'exacerber).

Cela explique en partie pourquoi les manifestations actuelles d'agriculteurs, bien que menées principalement par la riche paysannerie, ont trouvé un large soutien au-delà des couches supérieures de la société agraire. Alors que la classe et la caste divisent la large paysannerie, le tournant néolibéral a créé des ouvertures pour des alliances entre classes et castes dans la sphère agraire. Et avec l'intervention de syndicats à l'écoute des besoins des plus exploités - travailleurs agricoles, propriétaires terriens marginaux, castes opprimées - les mouvements paysans peuvent être poussés à exiger un changement plus radical.

La présence de riches agriculteurs dans ces mouvements doit donc être considérée moins comme un obstacle insurmontable à l'organisation de la gauche que comme un défi à relever avec souplesse et en tenant compte des vents politiques et économiques changeants. Ces dernières années, la gauche a adopté ce type d'approche flexible de l'organisation agraire ; malgré sa fortune électorale en déclin, le Parti communiste indien (marxiste), le PCI (M), a joué un rôle majeur dans une marche massive d'agriculteurs en 2018, qui a contribué à lancer le cycle actuel de mobilisations paysannes militantes.

Même dans le domaine électoral, les partis communistes font preuve, au moins dans certains endroits, d'une flexibilité et d'un savoir-faire politiques similaires. Lors des récentes élections dans l'État du Bihar, non seulement les principaux partis communistes - le PCI (M) et le Parti communiste d'Inde, le PCI - mais aussi le PCI (ML) Liberation, plus radical - un parti issu du mouvement naxalite d'inspiration maoïste, qui a mené des luttes souvent violentes contre des systèmes extrêmement régressifs de propriété et d'exploitation - ont formé une coalition électorale avec d'autres partis anti-BJP.

La flexibilité n'a pas toujours été le point fort de la gauche indienne. En 1996, lors d'un événement encore qualifié de « bavure historique », le PCI (M) a refusé une offre pour le poste de premier ministre d'une coalition anti-BJP après que les élections nationales aient produit un parlement sans majorité. Les récentes élections au Bihar ont donc représenté un nouveau départ rafraîchissant.

Escaladant la pureté idéologique, les trois partis communistes ont rejoint une coalition dirigée par Tejashwi Yadav du Rashtriya Janata Dal (RJD) régional, un parti qui a cherché à consolider les votes des basses castes dans l'État avec un message de justice sociale. Yadav a refusé de laisser le BJP fixer les termes du débat selon les lignes nationalistes hindoues, mettant plutôt l'accent sur les questions fondamentales sur lesquelles le BJP n'a pas tenu ses promesses, en particulier l'emploi. Le message a trouvé un écho auprès des électeurs du Bihar, et a résonné avec les campagnes des partis communistes.

En fin de compte, la coalition du BJP a remporté les élections, en partie parce que la campagne de Yadav, bien qu'extrêmement populaire, a démarré trop tard. Néanmoins, les partis communistes, et en particulier le PCI (ML) Liberation, ont obtenu des résultats exceptionnels, ce dernier ayant remporté douze des dix-neuf sièges qu'il brigait.

Certains ont attribué cette performance au pragmatisme de la gauche qui a rejoint une coalition populaire contre le pouvoir en place, mais d'autres ont souligné l'enracinement profond et le dévouement des cadres, en particulier du PCI (ML) Liberation. En sortant de la clandestinité et en entrant dans la politique électorale, le parti a maintenu des liens étroits avec les groupes opprimés aux côtés desquels il a longtemps combattu.

Parmi les partis communistes, Liberation a été particulièrement sensible aux questions de castes, en partie parce

que les batailles qu'ils ont menées pour les travailleurs agricoles ont été simultanément des luttes pour la dignité des Dalits (ceux qui étaient autrefois considérés comme « intouchables »), qui constituent la majeure partie du prolétariat rural. Comme l'a noté le leader anti-caste Jignesh Mevani, « lors des élections au Bihar, [Liberation] n'a pas présenté un seul candidat de la haute caste, ce qui a changé la notion populaire de leadership de la gauche brahmane [Brahminical Left leadership] ».

Ces lueurs d'espoir ne signifient pas qu'une résurgence de la gauche est inévitable. Malgré les ravages sociaux, économiques et sanitaires de la pandémie, Modi jouit toujours d'une grande popularité, en partie parce que, contrairement à ses collègues réactionnaires Trump et Bolsonaro, Modi n'a cessé de souligner la gravité de l'épidémie, tout en la présentant comme une calamité naturelle indépendante de sa volonté. Cette rhétorique occulte non seulement les décennies de désinvestissement néolibéral en matière de santé publique (que le gouvernement BJP a approfondi), mais aussi l'annonce désastreuse, abrupte et à courte vue, par Modi lui-même, d'un confinement qui a mis des millions de travailleurs migrants au chômage, les obligeant à faire de pénibles voyages pour rentrer dans leurs villages d'origine.

Mais Modi a habilement déployé le langage du sacrifice commun, en invoquant la mythologie hindoue et en comparant les citoyens luttant contre le COVID aux guerriers de l'ancienne épopée du Mahabharata. Les résultats des élections au Bihar suggèrent qu'il n'a pas été puni pour sa gestion de la pandémie, même si cet État abrite de nombreux travailleurs migrants dont la vie a été bouleversée par le brusque confinement. Et au moins sur le front électoral, aucune alternative convaincante au BJP n'a émergé au niveau national.

Cependant, comme l'a fait remarquer la philosophe Isabelle Stengers, « l'espoir est la différence entre la probabilité et la possibilité ». La grève générale, le mouvement paysan, l'élection au Bihar - tout cela offre la possibilité, sinon la probabilité, de repousser la domination de la droite en Inde, et de traverser les ambiguïtés de la politique de classe indienne pour rassembler une coalition en faveur d'un changement transformateur.

Thomas Crowley est diplômé en géographie à la Rutgers University (New Jersey). Il est l'auteur de *Fractured Forest, Quartzite City : A History of Delhi and Its Ridge*.